

Libération

Rebonds, samedi 21 septembre 2013, p. 34; 35

«Qu'on cesse de voir dans les drones la panacée du renseignement»

Conflit syrien, affaire Snowden... L'écrivain et «maître-espion» anglo-libanais Percy Kemp préconise le retour du renseignement «humain». Pour éviter la guerre ?

Alexandra Schwartzbrod; Recueilli par Alexandra Schwartzbrod Dessin Yann Legendre

Dans l'interview qu'il nous avait accordée en février, il se définissait comme un «*maître-espion*», celui des «*questionnements secrets*», qui joue «*un jeu à trois, voire quatre*» avec amis et ennemis. Qui est réellement Percy Kemp ? Consultant en géostratégie, certes, mais surtout auteur de romans d'espionnage. Un John le Carré né au Liban, grandi en Angleterre et installé en France, jonglant avec les langues et les cultures. Dans son dernier essai, *le Prince* (1), il se campait en Machiavel, distillant ses «*conseils à nos gouvernants malmenés par les événements*». Devisant dans le patio fleuri d'un grand hôtel parisien, avec son costume trois pièces tout droit sorti de Savile Row, ce phrasé chantant entremêlant intonations d'Oxford et de Beyrouth, Percy Kemp semble venir d'un autre temps. C'est un leurre. Il porte un regard acéré sur les événements en cours.

Sentez-vous, entre l'affaire Snowden et le conflit syrien, ces relents de guerre froide venus de l'Est et de l'Ouest ?

La guerre froide était fondée sur la parité, en ce sens qu'il y avait un équilibre entre les deux grands. Elle était aussi fondée sur la globalité, en ce sens que son théâtre en était le monde entier. Or, ces deux conditions ne sont plus réunies. Aujourd'hui, pour trouver un semblant de parité militaire, il faudrait opposer les Etats-Unis non à la Russie, mais à tous les autres pays du globe réunis. En outre, seuls les Etats-Unis sont présents sur l'ensemble de l'échiquier mondial. La Russie, elle, s'active essentiellement près de ses frontières, et seulement par extension au Moyen-Orient, car la présence sur son flanc sud d'un islam remuant l'exige. Mais on voit qu'elle ne fait pas le poids face aux Etats-Unis. Lors de ses récents préparatifs de guerre contre la Syrie, le président Obama se préoccupait moins du Kremlin que de son Congrès. La Syrie abrite pourtant une base navale russe. Vous imaginez les Russes bombardant un pays abritant une base américaine ?

Les révélations de Snowden sur les activités de la NSA (Agence nationale de sécurité américaine) montrent néanmoins que l'espionnage bat toujours son plein...

Mais le fait que les Etats-Unis espionnent autant leurs amis que leurs ennemis suggère que nous ne sommes plus dans une configuration manichéenne. A moins de se dire que nous entrons dans une nouvelle guerre froide mettant aux prises un bloc homogène et soudé (les Etats-Unis) et un autre, hétérogène et avançant en ordre dispersé (le restant de l'humanité). Nous n'en sommes pas encore là. Cet espionnage américain *urbi et orbi* ciblant amis comme ennemis n'est pas nouveau : tous les empires qui ont précédé les Etats-Unis l'ont pratiqué. Ce qui est nouveau, c'est qu'on en entend parler grâce aux lanceurs d'alerte américains.

Est-ce là un phénomène vraiment nouveau ?

Il y a une quarantaine d'années, l'Américain Daniel Ellsberg, alors analyste à la Rand Corporation, avait déjà fait fuiter des documents secrets du Pentagone sur la guerre du Vietnam. Ce qui est nouveau, c'est l'ampleur des fuites et leur impact planétaire, rendus possible par la numérisation des données secrètes et la dépendance accrue de l'appareil d'Etat américain, nécessairement arborescent, à l'égard de systèmes informatiques

nécessairement rhizomiques, et de hackers qui peuvent l'être autant. Le monde du renseignement était un échiquier où les pièces étaient hiérarchisées, leur rang déterminant leur accès aux secrets. L'informatique en a fait un damier où le moindre petit pion, bien placé, peut accéder aux secrets les plus farouchement gardés.

Que recherchent ces lanceurs d'alerte ? Car ce ne sont pas des espions au sens classique du mot...

La nature, dit-on, a horreur du vide. Or, à en croire ces lanceurs d'alerte, elle aurait autant horreur du déséquilibre. Ce qu'ils recherchent donc, c'est l'équilibre. Du temps où les Etats-Unis avaient le monopole de l'arme atomique, des physiciens occidentaux n'avaient pas hésité à aider l'URSS à se hisser au rang de puissance nucléaire. Parce qu'ils estimaient qu'un monde dominé par une seule puissance serait dangereusement déséquilibré. Les lanceurs d'alerte d'aujourd'hui n'agissent pas différemment. En révélant des secrets d'Etat, ils cherchent à rééquilibrer tant les relations internationales que celles entre le gouvernement américain et les citoyens américains. Contrairement aux espions classiques, ils ne livrent pas de secrets au camp adverse. Ils les rendent publics. Ce qui fait d'eux des traîtres au sens noble du terme.

Noblesse et trahison ne sont-elles pas des notions antinomiques ?

Pas quand le traître n'est pas un tricheur, ne marchand pas et ne cherche pas plus à garder ses arrières. Pas quand il ne trahit pas un pays pour en servir un autre, mais qu'il trahit la partie (le gouvernement américain du jour) au profit du tout (la nation américaine, voire l'humanité tout entière). C'est en ce sens que la trahison des lanceurs d'alerte américains est noblesse. En dénonçant, au nom d'un rééquilibrage salutaire, un appareil d'Etat américain surpuissant, ils nous donnent d'ailleurs l'occasion de nous sentir plus proches de l'Amérique.

La polémique sur les preuves de l'implication du régime syrien dans l'attaque chimique du 21 août indique-t-elle une perte d'influence des services secrets ?

La mésaventure irakienne et la lutte antiterroriste nous auront fait prendre conscience que la guerre entraîne nécessairement un déficit démocratique. Sceptiques, nous percevons désormais les preuves avancées par nos dirigeants pour justifier une aventure militaire comme des arguments de vente. C'est le règne du renseignement marketing.

Mais un autre type de relation peut-il s'établir entre services secrets et démocratie ?

Il faudrait pour cela donner au pouvoir législatif (et, pourquoi pas, au pouvoir judiciaire) une responsabilité directe sur les services. Une «distance sanitaire» s'établirait alors entre ces derniers et l'exécutif, qui empêcherait leur instrumentalisation. Il faudrait aussi que les services secrets pratiquent un autre type de renseignement. Avec les avancées de la technologie, nous avons en effet intronisé un mode de renseignement à sens unique et non interactif qui est de pure objectivation. L'objectivation y est d'ailleurs triple : je définis mes objectifs, je vois l'autre comme un objet séparé de moi, et je le perçois à travers l'objectif de ma machine (par réfraction, et en l'isolant de son environnement). Or, cette triple objectivation génère une triple distance aux effets désastreux : la distance que j'établis avec l'autre m'empêche de reconnaître que, eu égard au rétrécissement de l'espace, il demeure, par-delà sa différence, un élément constituant d'un système désormais commun à tous; la distance que je crée en l'isolant de son milieu par le truchement de mes prismes et objectifs technologiques m'empêche de comprendre ses raisons; et, dès lors que je peinerai à me rapprocher des objectifs que je me serai fixés, la distance m'en séparant me fera entrer en conflit avec moi-même.

Le renseignement objectivant ne serait pas à la hauteur des défis actuels ?

Il peut subjuguier l'autre, mais il ne peut pas l'apprivoiser. «*Qu'est-ce que signifie "apprivoiser" ?*» demande le Petit Prince dans le livre éponyme de Saint-Exupéry. «*C'est une chose trop oubliée*, lui répond le renard. *Ça signifie "créer des liens"...*» Or, ces liens-là, le renseignement objectivant ne peut pas les créer. Il permet certes de gagner des batailles, mais il est impuissant dès le jour J+1. Les exemples de l'Irak et de l'Afghanistan sont probants. Ce n'est plus le «*veni, vidi, vici*» de Jules César, mais un «*vidi, vici, veni, verti*» qu'on pourrait rendre par : «J'ai d'abord vu, puis j'ai vaincu, je suis ensuite venu, mais je suis vite reparti.» La paix est à chaque fois repoussée.

Que faudrait-il pour que le renseignement débouche sur la paix ?

Il faudrait faire la part belle au renseignement relationnel : ne plus penser en simples termes d'objectifs, mais en termes de relations pouvant mener à l'objectif. Qu'on cesse de voir dans les renseignements collectés par les satellites espions, les drones de surveillance et les systèmes d'interception des télécommunications (Sigint, Commint) une panacée, et qu'on s'appuie sur les renseignements de source humaine (Humint). J'entends par là, non seulement les rapports des agents secrets, mais aussi les travaux des chercheurs, journalistes, travailleurs humanitaires et hommes d'affaires qui vont sur le terrain, apprennent à connaître l'autre et tissent des liens avec lui. L'idée, proposée par Anne Kraatz, une historienne américaine vivant à Paris, de faire du renseignement culturel (Cultint) va dans ce sens. Là donc où le praticien du renseignement objectivant gardera ses distances avec l'autre, le praticien du renseignement relationnel ira vers lui. Là où le praticien du renseignement objectivant isolera l'autre, celui du renseignement relationnel ne fera jamais l'impasse sur son milieu et son histoire. Là où le praticien du renseignement objectivant ne s'intéressera qu'au potentiel de l'autre et à sa capacité de nuisance, celui du renseignement relationnel s'intéressera à ses intentions et motivations. D'un mot, là où le praticien du renseignement objectivant se contentera de chercher des réponses, celui du renseignement relationnel cherchera à poser les bonnes questions. Ce n'est qu'alors, que le renseignement pourra déboucher sur la paix, après tout sa finalité. On oublie en effet que la mission principale du renseignement n'est pas d'aider à vaincre sur le champ de bataille, mais d'aider à vaincre sans avoir à livrer bataille.

(1) «Le Prince», éd. Seuil, février 2013, 144 pp. www.prince-percy-kemp.com

© 2013 SA Libération. Tous droits réservés.